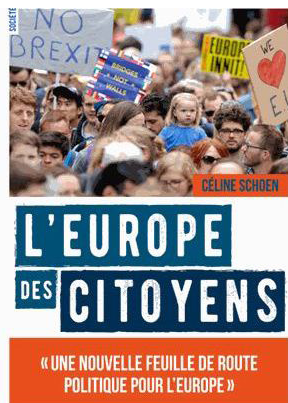


## Une nouvelle feuille de route politique pour l'Europe



«We love EU»: qui aurait imaginé qu'un jour cette déclaration d'amour pour l'Europe serait brandie par des milliers de manifestants outre-Manche ? L'Union européenne, devenue un enjeu de lutte, menace de s'écrouler. Certains, à l'extérieur comme en son sein, veulent précipiter sa chute. Leur voix écrase celle des Européens convaincus, qui ont depuis longtemps compris la raison d'être de l'Union.

Pourtant, des idées existent pour renforcer l'Europe et faire du Brexit un choc salvateur. L'ONG L'Europe des citoyens, qui suit avec attention l'activité du Parlement européen à Bruxelles et à Strasbourg, a réuni quatre eurodéputés (Nathalie Griesbeck, Françoise Grossetête, Édouard Martin et Michèle Rivasi) à qui Céline Schoen, correspondante de presse et spécialiste des affaires européennes, a donné la parole.

Ce travail prospectif, fruit de plusieurs mois d'échanges, a abouti à dix propositions concrètes pour enfin tracer une nouvelle feuille de route politique pour que nos enfants n'aient pas un jour à déclarer rageusement leur amour à une Europe que nous n'aurions pas su protéger.

L'Europe des Citoyens,  
Immeuble Le Britannia - 10<sup>e</sup> étage tour C  
20 bd Eugène Deruelle  
69432 Lyon cedex 3  
[www.leuropedescitoyens.org](http://www.leuropedescitoyens.org)  
Contact : [info@leuropedescitoyens.org](mailto:info@leuropedescitoyens.org)

 @L'Europe des Citoyens     @EuropeDCitoyens



# Une nouvelle feuille de route politique pour l'Europe

*Février 2017*



Une nouvelle feuille  
de route politique  
pour l'Europe

Remerciements : Jean Claude Perrin, Françoise Perrin, François Rochebloine, Thierry Sciari, Lionel Boucher, Olivier de France, Gilles Pison, S.E. Joachim Bitterlich, Paul Bayzelon, Françoise Grossetête, Céline Schoen, Julien Paredes, Claire Lorente, Aicha Traoré et Meriem Aloulou.

# Une nouvelle feuille de route politique pour l'Europe

Olivier de France  
Gilles Pison  
Joachim Bitterlich  
Paul Bayzelon  
Françoise Grossetête

*Février 2017*

Conception et réalisation : Meriem Aloulou, Julien Paredes  
Copyright @L'Europe des Citoyens

L'Europe des Citoyens,  
Immeuble Le Britannia - 10e étage tour C  
20 bd Eugène Deruelle  
69432 Lyon cedex 3  
[www.leuropedescitoyens.org](http://www.leuropedescitoyens.org)  
Contact : [info@leuropedescitoyens.org](mailto:info@leuropedescitoyens.org)



## Qui sommes-nous ?

L'Europe des Citoyens est une association d'intérêt général non partisane, inscrite au registre de transparence du Parlement européen sous le numéro 896794721643-29. Notre association porte les valeurs des pères fondateurs de l'Europe.

A ce titre, nous défendons une Europe des peuples qui place l'intérêt commun européen au-dessus des intérêts particuliers des Etats.

L'Europe des Citoyens a pour objectif de faire avancer le débat sur la consolidation européenne. Nous souhaitons ainsi favoriser un rebond européen et qui implique davantage les citoyens dans les enjeux et les défis que constitue l'évolution de l'Union européenne.

Elle vise la mise en réseau de toute partie prenante au dialogue européen en vue d'initier une union politique européenne à travers la constitution de groupes de travail, l'organisation d'événements et de rencontres tournées vers l'action.

Conscients que nous n'avons pas les moyens de porter une action sur l'ensemble des 27 pays, nous nous adressons aux eurodéputés et citoyens francophones. Nous suivons les sessions au Parlement européen et collaborons avec des personnalités politiques, des groupes de réflexion, des médias partageant avec nous des valeurs pro-européennes. Nous interrogeons l'avenir de l'espace européen en cherchant les points de convergence des différents groupes qui composent l'hémicycle.

L'objectif étant de redonner aux élus qui composent le Parlement, un véritable poids issu des urnes, le seul légitime face aux Etats et face à une Commission européenne trop souvent tournés vers d'autres intérêts.

<b>L'EUROPE ET LE BREXIT AU JOUR DE L'ARTICLE 50</b>	9
Par Olivier de France, Directeur de recherche, IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques)	

<b>L'ENJEU DEMOGRAPHIQUE D'ICI A 2060</b>	15
Par Gilles Pison, Directeur de recherche, Ined (Institut national d'étude démographique)	

<b>LE COUPLE FRANCO-ALLEMAND FACE AUX ECHEANCES ELECTORALES NATIONALES</b>	21
Par Joachim Bitterlich, Ambassadeur e.r. et professeur à l'ESCP Europe Paris	

<b>UN CODE UNIQUE EUROPEEN DES AFFAIRES</b>	27
Par Paul Bayzelon, Association Henri Capitant	

<b>REFLEXIONS AUTOUR DU LIVRE</b>	31
<b>« L'EUROPE DES CITOYENS »</b>	
Avec Françoise Grossetête, eurodéputée au sein du groupe PPE (Parti populaire européen)	

**Olivier de France**  
**Directeur de recherche**  
**Institut de relations internationales et stratégiques**



Olivier de France est normalien, ancien élève de Sciences-Po Paris et de l'Université de Cambridge, où il a enseigné. Son travail porte sur les questions de sécurité et de défense, l'Union européenne et son action extérieure, ses Etats membres et leurs politiques européennes, étrangères et de défense ; la PESC et la PESD ; la gestion de crise et les relations UE/Afrique subsaharienne ; les notions de puissance et de stratégie.

Avant de rejoindre l'IRIS, il a travaillé comme chercheur au Conseil Européen des Relations Internationales (ECFR) et à l'Institut des études de sécurité de l'Union européenne (EUISS).

Il est également l'un des fondateurs de l'Observatoire Stratégique Européen ([www.stratobs.eu](http://www.stratobs.eu)), un outil destiné à suivre le débat stratégique de sécurité et de défense en Europe a été mis en place en mars 2016.



**L'EUROPE ET LE BREXIT AU JOUR DE L'ARTICLE 50**

Par Olivier de France

Nous y sommes : la Première ministre britannique Theresa May va enclencher l'article 50 du traité de Lisbonne - l'article qui va permettre de lancer les négociations en vue du Brexit, qui dureront a priori deux ans. Theresa May a tenu son pari et son calendrier.

Rembobinons un peu le film - ce film tout à fait surprenant. Remontons début 2013, avant le discours de David Cameron à Bloomberg, durant lequel l'ancien Premier ministre a mis sur le tapis la question du référendum. La perspective du Brexit apparaît alors comme fantaisiste et irréaliste, même pour les membres du groupe UKIP (le parti pour l'indépendance du Royaume-Uni) et l'aile droite du parti conservateur. Pourtant, quatre ans plus tard, nous y sommes.

L'histoire de l'Union européenne reste difficile à imaginer, à penser. Nous avons tendance à l'oublier aujourd'hui : nous sommes dans une situation pour le moins « bizarre », avec, à la tête du Royaume-Uni, Theresa May, qui va négocier les conditions de sa sortie de l'UE mais qui n'a pas voté pour le Brexit. Quant aux leaders de la campagne pro-Brexit, ils sont peu ou prou dans la nature.

Après le vote du 23 juin 2016, Londres aurait dû comprendre, par exemple, que l'accès au marché unique était plus ou moins incompatible avec un contrôle plus strict des frontières. C'est écrit noir sur blanc dans les traités, mais Londres a mis six mois pour le saisir.

Car à partir du moment où l'on découple les quatre libertés fondamentales de l'Union européenne, on ouvre une possibilité pour une Europe à la carte, une possibilité pour n'importe quel pays de l'Union européenne de prendre ce qu'il souhaite prendre et de laisser ce qu'il ne souhaite pas prendre. En gros, c'est la mort politique de l'Union européenne. Londres n'a jamais véritablement compris le projet européen, comment l'Union européenne fonctionne.

## **Passe-passe extraordinairement bien mené**

Le 17 janvier 2017, dans son discours de Lancaster House, Theresa May a déclaré avoir renoncé au marché unique. Cela aurait pu être le cas dès la semaine d'après le 23 juin 2016... Sa rhétorique du « on va reprendre le contrôle » passe bien ; elle a fait ses preuves. C'est là l'idée de reprendre le contrôle des lois, des frontières : la logique est binaire donc elle fonctionne. Au final, Theresa May a gagné son pari, et ce malgré les obstacles - y compris juridiques et politiques - au travers de sa route.

Theresa May a surtout réussi à créer un climat politique dans lequel le Brexit est devenu inévitable. Alors qu'il y a juste trois mois, nous parlions des modalités pour aborder le Brexit - à savoir Brexit « soft » ou Brexit « hard » - et des possibilités d'arrangements, ad hoc ou pas.

Aujourd'hui nous avons accepté que le Brexit aurait lieu. Plus encore, qu'un Brexit « dur » aurait lieu. Comme l'a dit Tony Blair, ce n'est pas un Brexit « dur » qui a été choisi, mais un Brexit à tout prix - peu importe ses conséquences. En voilà un tour de passe-passe extraordinairement bien mené !

Comme le disait Spinoza : cela ne sert à rien d'en rire ou d'en pleurer, il faut juste comprendre. C'est cela, le message qui doit passer autour du Brexit aujourd'hui, dans le contexte politique actuel.

Il en va de même en France : il ne suffit pas de dire que sortir de l'Union européenne présente des risques, il faut montrer que rester au sein de l'Union européenne est positif, que c'est un vrai projet, que ce n'est pas un choix par défaut. C'est ce que la campagne du « Remain » au Royaume-Uni n'a pas réussi à faire.

Mais quand Tony Blair parle d'un Brexit à tout prix, cela ne signifie pas que Theresa May soit sortie de l'auberge. Loin de là. Elle n'est pas dans une situation extrêmement confortable : le Parlement écossais a voté contre l'activation de l'article 50 - cette

même Ecosse qui a voté à 62 % contre la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et qui compte à sa tête une Première ministre extrêmement charismatique, Nicola Sturgeon.

Les Irlandais et les Nord-Irlandais sont quant à eux très inquiets pour l'avenir de leurs frontières communes - et de la résurgence du conflit qui peut en découler. Mais ce n'est pas tout : il y a aussi un nœud de questions complexes sur des questions énergétiques notamment, qui vont être difficiles à résoudre.

De l'autre côté de la Manche, la patience des Européens, à 27, est mise à rude épreuve. Ils ont l'impression que depuis un certain nombre d'années - voire de décennies - l'Union européenne est prise en otage par des débats domestiques, nationaux, parfois même partisans ou intra-partisans, internes à des partis britanniques. Il y a, sur ces questions-là, une certaine unité européenne - que les Britanniques ne semblent pas pouvoir comprendre.

Outre-Atlantique, sans véritablement en avoir le choix, Theresa May s'est jetée dans les bras d'un président pour le moins imprévisible, qui dit une chose et son contraire et avec qui elle ne partage pas la même vision du monde. Car à partir du moment où elle s'est rangée dans le camp du Brexit « dur », avec tout le zèle de la « fraîchement convertie », elle n'a d'autre option que de montrer qu'elle dispose de solutions alternatives.

## **Où en sera-t-on dans deux ans ?**

Il reste toutefois dans l'intérêt du Royaume-Uni que l'Union européenne ne se décompose pas - car cela aurait des conséquences graves sur le Royaume-Uni. Mais Donald Trump tient une position inverse : pour lui, chaque Etat européen doit décider s'il souhaite faire partie du projet européen. Dans son entourage, la position extrême du démembrement de l'Union européenne est largement soutenue.

Theresa May, même si elle n'était pas en faveur du Brexit au départ, doit pour sa part prendre en compte le mandat populaire. C'est là sa seule option pour ne pas voir son poste remis en cause. Mais quand elle devra négocier un accord de libre-échange avec les Etats-Unis, avec un président qui dit explicitement que ce sont les intérêts de son pays qu'il prendra en compte avant tout, il paraît difficile pour elle de s'en sortir.

Nous sommes donc dans une situation que l'on ne pouvait pas prévoir il y a quatre ans. Elle paraît pour le moins inexplicable - et surprenante. Où en sera-t-on dans deux ans ? La réponse est à la fois diaboliquement simple et diaboliquement compliquée.

En effet, quatre scénarios majeurs émergent : un scénario gagnant-gagnant (à la fois pour le Royaume-Uni et pour l'Union européenne), un scénario dans lequel les deux seraient perdants, un scénario où l'un serait perdant et l'autre gagnant, et enfin, un scénario « sans issue », où l'on ne trouverait pas de voie de sortie. Et le scénario le plus probable est certainement celui où les deux parties sortiraient perdantes... Car pour que les négociations fonctionnent, il faudrait modifier 13000 à 15000 lois - soit 40 lois par jour. Sur des questions comme la sécurité ou la défense - qui ne sont autres que de véritables poupées russes - cela semble particulièrement compliqué.

Enfin, pour ce qui est de l'idée que le Brexit provoquera un sursaut européen, pourquoi pas... Mais le sommet de Bratislava (septembre 2016), entre autres, a bien montré que même si les Britanniques ne sont pas autour de la table des négociations, les autres pays européens peinent à s'entendre. Ainsi, nous ne sommes certainement pas au bout de nos surprises - et peut-être pas au bout de nos peines.

**Gilles Pison**  
**Démographe, professeur au Muséum national d'histoire naturelle et chercheur associé à l'INED**



Ancien élève de l'École normale supérieure, Gilles Pison est agrégé de sciences de la terre et de la vie, et docteur d'état en biomathématique. En 1978, il intègre l'Institut national d'études démographiques (INED) puis devient professeur au Muséum national d'histoire naturelle et travaille au Musée de l'Homme.

Il est également chercheur associé à l'INED et rédacteur en chef de la revue Population et Sociétés. Il enseigne aussi à l'École des Ponts ParisTech et préside le conseil scientifique de l'Institut de recherche pour le développement.

Gilles Pison est spécialiste des changements démographiques et sanitaires dans le monde. Il œuvre pour la diffusion des savoirs sur la population via des livres, des articles, des expositions et des ressources multimédia.

Son dernier livre s'intitule La démographie mondiale (2015, Rue des Ecoles).

**L'ENJEU DEMOGRAPHIQUE D'ICI A 2060**

Par Gilles Pison

Examiner l'avenir de la population de l'Europe, c'est avant tout la restituer dans l'ensemble que constitue la population mondiale. Mais il est aussi important de se tourner vers le passé - afin d'explorer ce que pourrait être le futur.

Si l'on revient quelque 2000 ans en arrière, nous étions environ 250 000 000 sur Terre. La population n'augmentait pas. Puis vers la fin du XVIIIe siècle, la population s'est mise à augmenter très rapidement. La barre du milliard a été franchie vers 1800. Il y a cinq ans, on a dépassé les 7 milliards. En 2025, voire avant, on attend le 8e milliard.

Mais que s'est-il passé, il y a deux siècles, pour que la population commence à augmenter plus rapidement ? Les démographes parlent de « transition démographique » - avec des changements dans les conditions de vie et dans les comportements dans l'espèce humaine, qui ont abouti à une croissance rapide.

Avant cette transition démographique, les femmes avaient en moyenne cinq ou six enfants, mais la majorité mourrait pendant l'enfance. Il n'en restait que deux, devenant eux-mêmes parents, et remplaçant leurs propres parents, d'où cet équilibre démographique.

A la fin du XVIIIe siècle, d'abord en Europe puis en Amérique du Nord, la mortalité a baissé - notamment la mortalité infantile. Résultat : des décès en baisse, des naissances toujours nombreuses, et donc un début de la croissance démographique de l'humanité.

Mais quel avenir se dessine-t-il, pour cette humanité ? Les projections de l'Organisation des Nations Unies (ONU) prévoit un scénario moyen qui compte 10 milliards d'habitants en 2050, à l'échelle mondiale. Peut-être 11 milliards en 2100.



## L'Europe doit penser à l'Afrique

L'Europe, de Brest à Vladivostok, a compté jusqu'à un quart des humains vers 1900. En d'autres termes, une personne sur quatre, sur la planète, vivait en Europe. Cela, à l'époque, c'était du « jamais vu », et on ne le reverra sans doute plus jamais. Finalement, la part de l'Europe ne peut que baisser parce que les effectifs augmentent rapidement sur les autres continents - notamment en Afrique.

L'avenir de la croissance démographique sur le continent européen tient beaucoup au niveau de la fécondité. Aujourd'hui, dans l'ensemble de l'Union européenne, on compte 1,5 ou 1,6 enfants par femme. En Amérique du Nord, environ 2 enfants par femme.

La plupart des autres continents (Asie, Amérique latine, Océanie) a vu la fécondité baisser très rapidement. Il reste un surcroît de croissance en raison de l'inertie démographique, mais c'est l'Afrique qui va voir sa population le plus augmenter, parce que même si la fécondité a baissé, elle reste encore élevée.

Si l'on compare l'avenir démographique de l'Europe et de l'Afrique jusqu'à 2100, la population de l'Europe pourrait se maintenir autour des 700 millions d'habitants, tandis que l'Afrique, qui compte 1,2 milliards d'habitants aujourd'hui, pourrait passer à 2,5 milliards d'habitants en 2050 - soit un habitant de la planète sur quatre qui vivrait en Afrique - et plus de 4 milliards en 2100 - soit un habitant sur trois (et peut-être jusqu'à 5 ou 6 milliards au cours du XXI<sup>e</sup> siècle).

D'un point de vue continental, le plus proche voisin de l'Europe, c'est l'Afrique. Les Africains sont les partenaires de demain des Européens, séparés par la Méditerranée. Ils sont déjà nos partenaires d'aujourd'hui, mais peut-être insuffisamment. L'Europe doit penser à l'Afrique, notamment pour ces raisons démographiques. Les deux continents sont proches, géographiquement comme économiquement.

## Le paramètre des migrations

L'Union européenne est la zone du monde où l'on vit le plus longtemps. La santé y est la « meilleure » au monde. Les Etats-Unis sont à la peine en la matière de taux d'espérance de vie; celui-ci est en train de baisser. Mais en Europe, cela n'empêchera pas les décès d'augmenter fortement dans les prochaines années - même si la durée de vie continue à augmenter et même si la santé s'améliore. C'est la fin des générations nombreuses pour tous les pays européens, celles du baby-boom. Aucun pays européen n'y échappera car pratiquement tous les pays ont connu des baby-booms.

Aujourd'hui, nous sommes pratiquement au croisement des courbes des naissances et des décès dans l'ensemble des 28 Etats membres. Il faut s'attendre à un excédent des décès sur les naissances dans les prochaines années.

Il faut aussi prendre en compte le paramètre des migrations : le solde migratoire (la différence entre les entrées et les sorties), des années 60 aux années 80, était nul. Depuis les années 80, ce solde migratoire a tendance à augmenter de plus en plus. Il est très difficile pour les démographes de faire des projections, mais une poursuite de la hausse du solde migratoire est anticipée.

Ainsi, en prenant en compte à la fois les naissances et les décès et le solde migratoire, la courbe démographique de l'ensemble des 28 Etats membres est passée de 400 millions en 1960 à un peu plus de 500 millions d'habitants aujourd'hui. L'Union européenne s'en tiendra à l'avenir à ce niveau si elle peut compter sur les migrations. Car selon les projections d'Eurostat, si l'on fermait totalement les frontières, la population de l'Union européenne baisserait. L'Union européenne retrouverait son niveau de 400 millions d'habitants en 2080.

Ainsi, le vieillissement démographique est une préoccupation - et pas seulement en France. C'est le cas partout en Europe. Mais ce n'est pas un phénomène nouveau : depuis deux siècles, la population vieillit de plus en plus.

Mais si l'on se préoccupe - probablement à raison - de cette question de vieillissement démographique dans nos pays, on oublie toutefois que le phénomène est mondial ; il intéresse aussi les pays du Sud, où il va d'ailleurs se produire beaucoup plus rapidement que dans les pays du Nord.

L'Europe ne va toutefois pas disparaître démographiquement. Il faut simplement se faire à l'idée qu'elle va moins peser, à l'échelle mondiale. Les effectifs de population ne sont pas les seuls indicateurs qui comptent - si l'on veut être puissant et entendu dans l'ensemble mondial. Ainsi, l'Union européenne, avec un demi-milliard d'habitants, devrait continuer à compter mais elle ne pèsera que pour un vingtième de l'ensemble mondial à la fin du siècle.

Préoccupons-nous de ce qui se passe au sein de l'Union européenne, mais aussi de ce qui se passe de l'autre côté de la Méditerranée, en Afrique : c'est là où se trouvent nos futurs partenaires et là où la concentration de population sera plus importante, demain.

**Joachim Bitterlich**  
**Ancien Ambassadeur**  
**Professeur à l'ESCP Europe Paris**



Joachim Bitterlich est juriste, économiste et diplômé de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA).

Ancien diplomate allemand, il a notamment été conseiller au cabinet du ministre des Affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher et conseiller européen, diplomatique et de sécurité du Chancelier Helmut Kohl. Il a par ailleurs été Ambassadeur auprès du Conseil de l'Atlantique Nord à Bruxelles, Ambassadeur auprès du Royaume d'Espagne et de la principauté d'Andorre.

Il a également occupé le poste de vice-président exécutif des Affaires internationales et Chairman Allemagne de Veolia Environnement. Joachim Bitterlich est aujourd'hui consultant indépendant et professeur affilié à l'ESCP Europe Paris.

Il est l'auteur de nombreuses publications dans le domaine de la politique européenne et internationale.

Joachim Bitterlich est Officier de la Légion d'honneur et Commandeur de l'Ordre des Palmes académiques.



**LE COUPLE FRANCO-ALLEMAND FACE AUX  
ECHEANCES ELECTORALES NATIONALES**

Par Joachim Bitterlich

L'année 2017 est une année difficile, aussi bien pour la France que pour l'Allemagne, toutes deux devant des échéances électorales. Mais est-ce une année perdue pour l'Europe ? Je ne l'espère pas. Gouvernements comme Commission européenne travaillent pour combler cette année difficile pour le noyau dur de l'Europe.

Les chefs d'Etat et de gouvernement ont lancé une première feuille de route, une « roadmap » - Bruxelles aime tant cette appellation - au mois de septembre 2016 à Bratislava, suivie d'une deuxième au mois de décembre. Puis on a vu émerger l'échéance du 25 mars 2017 avec les 60 ans du traité de Rome.

Il est certes difficile de perdre une année dans la situation actuelle ; mais nous avons vécu de telles situations à plusieurs reprises dans la jeune histoire de l'intégration européenne.

Malgré tout, cette fois-ci, nous avons face à nous un cumul d'insécurité, d'imprévisibilité, de « jamais vu », à savoir deux vagues de crises consécutives. Nous avons réussi à en résoudre 50%. Mais les autres 50% de la vague restent toujours devant nous. Et nous poussons cette vague. Elle est aujourd'hui telle qu'il est difficilement imaginable d'arrêter ce tsunami de manière immédiate et rapide.

**Méfiance grandissante**

Dans ce contexte, le couple franco-allemand est-il seulement encore un couple ? Il semble légitime de parler d'illusion de la proximité. L'une des raisons à cela est que nos systèmes restent profondément différents. Malgré l'intégration européenne, une monarchie républicaine s'oppose à une démocratie parlementaire.

Outre-Rhin, l'Allemagne a tout d'un hégémon atypique, malheureux, mal dans sa peau. Quant à la France, elle n'est autre que l'ancien hégémon, prisonnière de son passé, de ses acquis.

Surtout, la France et l'Allemagne cherchent, depuis les événements de 1989-1990 en Europe, leur place et leur rôle dans cette Europe. Il est bien question de transition pour les deux pays, mais vers où ? Un dialogue de fond est nécessaire entre ces deux partenaires eux-mêmes indispensables, l'un comme l'autre, pour former et garder l'Europe « ensemble ».

Au fond, ce couple a besoin d'un psychologue - peut-être même d'un médiateur - à cause de l'absence actuelle d'un dialogue de fond. Car nous nous arrêtons aujourd'hui à la forme : la France et l'Allemagne se parlent, en surface ; elles fabriquent des déclarations, en masse. Mais quid du fond ? Il y a une méfiance grandissante de part et d'autre.

Il y a un grand besoin à Bruxelles de ce que les Anglais appellent un « reset » : le couple franco-allemand a besoin de se ressaisir, de comprendre et d'accepter ses responsabilités. Et l'extérieur ne tient pas compte de cela : les voisins, en Europe, ont du mal à comprendre pourquoi ces deux-là ne parviennent pas à se mettre d'accord, à jouer l'avant-garde ou le pilote de l'Europe : c'est pourtant ce que l'on attend d'eux.

### « L'essentiel » pour les Européens

Une réflexion commune franco-allemande - axée autour de trois grands éléments - est nécessaire, pour arriver à la « renaissance » de l'Europe. Premièrement, il faut s'intéresser à la politique de sécurité intérieure - éternel sujet - autour de la police, la migration, l'asile, les réfugiés ou le statut des étrangers. Helmut Kohl avait lancé ce chantier au début des années 90. Aujourd'hui, sous l'emprise du terrorisme et des réfugiés, le sujet est relancé mais peine à s'imposer face aux bulles de souveraineté nationale.

Deuxièmement, il faut penser à la politique de sécurité extérieure ; Frontex, l'agence en charge des frontières, n'est pas un sujet nouveau aujourd'hui. On le pousse devant nous depuis des années et des années. Idem avec la défense.

Troisièmement, il y a tout le sujet économique-financier et social. Il faut garantir « la survie à long terme de l'Europe » face à la concurrence internationale - soit américaine, soit asiatique.

Il y a donc un problème de fond. Et avant de s'y attaquer, quatre préalables restent à discuter.

D'abord, dans une Europe à 27 - voire à plus - il faut se concentrer sur l'essentiel. Or qu'est-ce que « l'essentiel » pour les Européens ? Quels sont vraiment les sujets à traiter ensemble et quels sont les sujets qu'il faudrait sagement redonner aux Etats membres ?

Deuxièmement, la souveraineté est cruciale. Nous nous heurtons à ce problème depuis 25 ans : personne ne veut déléguer une part de sa souveraineté. En d'autres termes, on ne veut plus donner quoique ce soit à Bruxelles. Ainsi, il faut chercher - et trouver - une alternative. Personne ne parle du fait qu'on puisse regagner la souveraineté par la mutualisation, par une exécution ensemble, au moins dans des domaines importants - comme dans la police, l'immigration, la défense ou l'économique.

Troisièmement, la question de la légitimité est en jeu. Depuis les années 70, nous avons toujours pensé que notre contrôleur suprême, en Europe, allait être le Parlement européen. Or sa légitimité trouve de plus en plus ses limites, vis-à-vis des citoyens européens notamment.

Quatrièmement, la subsidiarité se veut être le sujet le plus vaste, mais aussi le plus ancien. Ce principe a été inventé car aucune délimitation claire des compétences entre échelle européenne et échelle nationale n'a été trouvée. Mais nous avons travaillé « à l'envers », en ajoutant

prioritairement des compétences au niveau européen. Aujourd'hui, nous ne sommes pas assez stricts à l'égard de ce principe et devrions repenser l'application du principe de subsidiarité en redéfinissant les conditions dans lesquelles l'Union européenne disposerait d'une priorité d'action qu'il faudrait plutôt confier aux Etats membres. Il faut vraiment y réfléchir davantage afin d'éviter les incohérences et les divagations en matière de gouvernance européenne.

### **Verre européen à moitié plein**

L'agenda, devant nous, est énorme. En tête de liste se trouve le Brexit. Je le vois comme un sujet « impossible », pas faisable en deux ans. D'autres crises sont aussi devant nous ; la crise bancaire, entre autres, n'est toujours pas résolue. La zone euro doit être consolidée. Des efforts doivent être entrepris dans le domaine de la fiscalité. Et les problèmes géopolitiques, autour de nous, sont nombreux.

Lorsque nous analysons le fond de ces problèmes, nous voyons que pour une grande partie, la responsabilité est européenne. Cela est vrai vis-à-vis de la Russie comme de la Turquie, ou de l'Afrique du Nord. Autre grand sujet en Europe : les élections américaines. Mais Donald Trump a été élu. Il a une équipe. Il faut vivre avec cela.

Faut-il pour autant voir le verre à moitié vide ? Pour moi, le verre européen est à moitié plein. Nous n'avons aucune raison de tomber dans une dépression profonde. Au contraire, à nous de regarder avec fierté ce que nous avons atteint par le passé, au fil de soixante années. Nous avons besoin de patience : l'Europe ne s'est pas construite en une journée. Il nous faut une certaine vision. Mais il faut être réaliste à la fois quant à ce qui est faisable et ce qui est raisonnable.

Mon espoir, le voici : que nous survivions à cette année, d'une façon ou d'une autre, et qu'Allemands et Français se resserrent les coudes, l'année prochaine au plus tard, et remettent le train européen sur de bons rails.

**Paul Bayzelon**  
**Chef d'entreprise**  
**Membre du Directoire Groupe Loret**



Paul Bayzelon, ancien haut-fonctionnaire, est connu pour être l'un des fondateurs de l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique - OHADA.

Le succès indéniable de l'OHADA a incité Paul Bayzelon à contribuer à la création de l'OHADAC (Caraïbes).

Ces deux projets sont différents mais ils reposent sur la même philosophie de rapprochement des règles de droit au sein d'une zone géographique qui dispose d'un potentiel de développement économique spécifique.

Aujourd'hui, il promeut et défend une nouvelle initiative, la promotion d'un « Code unique européen des affaires » porté par la Fondation pour le droit continental et l'Association Henri Capitant.



**UN CODE UNIQUE EUROPEEN DES AFFAIRES**

Par Paul Bayzelon

La règle et le droit font le ciment fondamental des nations. Quand je suis arrivé au ministère des Finances il y a 25 ans, la France était face à la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale partageant le franc CFA, une monnaie plaquée sur des économies qui n'avaient en commun... que la monnaie.

Mais la monnaie doit s'adosser à une réalité afin de créer des réglementations bancaires communes, de créer un code des assurances commun et de créer des institutions de prévoyance sociale convergentes. Il fallait convaincre la France comme cette Communauté économique qu'il fallait unifier l'ensemble de l'environnement juridique. Pierre Bérégovoy, le ministre des Finances d'alors, en était convaincu.

25 ans plus tard, l'Afrique a un code unifié des affaires, un code de commerce unifié, et quasiment toutes les entreprises opèrent sous le même droit. Ce dernier se veut être un facteur d'unité fondamentale. Les nationalismes dans les domaines juridiques ont disparu.

Au moment de la chute du Mur de Berlin, l'Europe, sous l'impulsion de l'Allemand Helmut Kohl et du Français François Mitterrand, a mis en place son marché unique. Elle se trouvait alors dans une démarche de « désinflation compétitive ». C'est ainsi qu'elle s'est engagée dans un processus de monnaie unique, cette « cinquième liberté » qui facilite considérablement les échanges.

Car la monnaie se veut fondamentale. Son unicité est une avancée considérable du projet européen, mais personne n'a songé aux contreparties de la monnaie - au premier chef, les entreprises.

## **De la nécessité d'un code de commerce commun**

Si l'euro est un fabuleux progrès, il pose quand même des difficultés. Elles se constatent par les différences d'agrégats entre les pays du Nord et du Sud, par la montée du chômage, par la crise grecque, etc. Or si l'euro s'effondre, c'est l'Europe qui s'effondre.

En effet, l'euro est devenu sa dernière colonne vertébrale. Mais puisque l'Europe, depuis le Moyen-Age, est aussi celle des marchands, il a fallu réfléchir à sa construction par le droit. Sa monnaie unique ne s'est quant à elle pas construite par le droit. Il existe encore moins, en Europe, de droit de l'entreprise commun, de droit des affaires unifié.

Or, il ne peut y avoir de monnaie unique si l'environnement des entreprises n'est pas unifié. En d'autres termes, il faut que l'Europe adosse sa monnaie unique sur un droit européen des affaires.

Mais rien ne peut se faire aujourd'hui sans l'Allemagne, où de hauts responsables se disent inquiets de l'avenir de l'euro, notamment face à la montée des populismes. La France est un partenaire fondamental, mais se limite à parler d'union budgétaire.

Les deux pays doivent avancer ensemble, afin de permettre à un code des entreprises d'émerger et à cette conviction de la nécessité d'un code de commerce commun de se voir partagée par tous les acteurs de la société civile, dans les grands pays européens. Ainsi j'aimerais voir, demain, l'Europe des Six, au moins, s'atteler, à partir de l'acquis européen, à la rédaction d'un code commun des affaires.

**Françoise Grossetête**  
**Députée européenne**  
**Parti populaire européen**



Née à Lyon, Françoise Grossetête commence sa carrière en tant que professeur de droit dans le supérieur.

Assistante parlementaire (de 1988 à 1997), elle est élue députée au sein du Parti Populaire Européen (PPE) depuis 1994. C'est son 5ème mandat consécutif.

De 1999 à 2007, elle est vice-présidente du groupe PPE-DE et Conseillère régionale Rhône-Alpes jusqu'en 2015.

A nouveau vice-présidente du PPE en 2014, Françoise Grossetête est élue au bureau politique des Républicains et Secrétaire Nationale à l'Europe.



**REFLEXIONS AUTOUR DU LIVRE**

**« L'EUROPE DES CITOYENS »**

Par Françoise Grossetête

*Françoise Grossetête, eurodéputée élue dans la circonscription Sud-Est en France, est vice-présidente du Parti populaire européen, majoritaire dans l'hémicycle. Comme Nathalie Griesbeck (Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe), Michèle Rivasi (Verts-Alliance libre européenne) et Edouard Martin (Alliance progressiste des socialistes et démocrates), Françoise Grossetête a accepté de participer à des sessions de travail régulières organisées par l'ONG L'Europe des Citoyens, en vue de la rédaction d'un ouvrage consacré au futur de l'Union européenne. Celui-ci, intitulé « L'Europe des Citoyens », est disponible depuis le 16 mars 2017 aux Editions du Cherche-Midi.*

**L'Europe des Citoyens : Comment en est-on arrivé à devoir remettre à plat le fonctionnement de l'Union européenne ?**

Françoise Grossetête : Nous arrivons à un moment de doute de nos concitoyens - doute qui est malheureusement issu d'une succession de crises qu'a connue et que connaît l'Union européenne. Tout ceci provient de la crise effrayante de 2008 - crise à la fois financière, économique et forcément sociale.

L'Union européenne se trouve aujourd'hui face à un certain nombre de menaces : le terrorisme, le phénomène migratoire - qui suscite beaucoup de divergences de vues et de tensions au sein de l'Union européenne - ainsi qu'une menace sur la zone euro - qui est extrêmement fragile.

Je le ressens cruellement : nous manquons d'un vrai leader européen, au niveau de l'Union. Nous avons besoin d'un dirigeant - quelle que soit sa nationalité - profondément convaincu que la survie de notre continent passe par la solidarité européenne et la mise en commun d'un certain nombre de politiques. Quant au Brexit, il a été un choc pour nous tous. Il doit créer un électrochoc.



D'autant plus qu'il est accompagné de plusieurs points d'interrogation entre autres le problème de l'Afrique, du Moyen-Orient, de la Syrie, de même que celui du continent russe avec Vladimir Poutine, ainsi que toutes les incertitudes liées à l'élection, outre-Atlantique, de Donald Trump. Plus que jamais, l'Union européenne doit se renforcer. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons construire cette Europe des citoyens.

### **Face à Trump, Poutine et Erdogan, quelle position l'Europe devrait-elle adopter ?**

Face à Donald Trump par exemple et parce que nous aurons à gérer le Brexit, nous nous rendons compte qu'il est indispensable que nous nous renforçons. La politique de défense est, pour moi, fondamentale. Cela fait des années et des années que j'attendais que l'on parle ouvertement de la nécessité de mettre en place une véritable défense européenne.

Mettre en place une défense européenne, cela ne veut pas dire créer une armée européenne. Ce n'est pas la bonne solution : les Etats membres sont très attachés à leur souveraineté dans ce domaine. Mettre en place une défense européenne, c'est mettre en commun un Etat-major, c'est arriver à travailler ensemble. En d'autres termes, c'est faire en sorte d'être performants au moment où il y aurait besoin de faire appel à cette défense-là. Il faut passer à la vitesse supérieure. Ne dépendons plus des autres. Plus que jamais, l'Union européenne doit assurer sa survie en assurant son indépendance.

Il y a toutefois des mots qu'il ne faut pas utiliser, pour ne pas effrayer. Ainsi, mettre en place une politique de défense européenne ne veut pas dire s'opposer à l'OTAN. Leurs fonctions ne sont pas les mêmes. L'Union européenne a besoin de prendre sa maturité ; il faut qu'elle soit adulte. Cela est absolument indispensable.

### **En matière de défense européenne, que changerait le Brexit ?**

Le Brexit nous a apporté une opportunité : pouvoir, de façon très explicite, parler de cette nécessité d'une Europe de la défense. Après le Brexit, le Royaume-Uni n'aura plus à intervenir sur notre volonté de mettre en place cette politique européenne. Alors que jusqu'à présent, le Royaume-Uni a toujours mis des bâtons dans les roues et a toujours fait blocage aux avancées.

Theresa May, la Première ministre britannique, s'est exprimée il y a déjà quelque temps en disant que ce n'est pas parce le Royaume-Uni va sortir qu'il acceptera, aujourd'hui, que l'Union européenne s'engage dans une Europe de la défense. Très bien. Theresa May a son point de vue ; l'Union européenne a le sien. Il est grand temps que nous exprimions notre volonté fortement.

### **Dans l'ouvrage « L'Europe des Citoyens », vous maintenez que le Brexit peut être considéré comme « une chance ». En dehors de la défense, dans quels domaines le Brexit pourrait-il faire bouger les lignes ?**

Le Brexit oblige l'Union européenne à réfléchir. Il constitue l'occasion inespérée de remettre les choses à plat. Le Brexit doit nous obliger à aller vers une politique qui soit plus proche des citoyens, c'est-à-dire une Europe des citoyens. L'Europe ne se préoccupe pas de ces derniers. Elle apporte des solutions à des problèmes qui ne peuvent être traités qu'à grande échelle, ensemble ; elle laisse aux Etats membres la responsabilité de traiter de ce qui touche à la proximité du citoyen.

Il est véritablement important de clarifier tout cela, afin que nos concitoyens croient de nouveau en l'Europe. Il faut leur proposer un idéal européen. Les « faire rêver ». Mais certainement pas à quelque chose d'impossible, d'impensable. Car aujourd'hui, nous avons besoin de concret.

## **Comment se remettre à parler à ces Européens qui demandent plus d'Europe ?**

Certains demandent plus d'Europe. D'autres la rejettent, souvent parce qu'ils sont mal informés quant à ce qu'est l'Europe et ce qu'elle apporte aux citoyens. Il y a des domaines où il est facile de montrer que l'Europe nous concerne tous. C'est le cas de la santé, par exemple, qui me tient très à cœur.

Beaucoup de questions de ce type concernent le citoyen mais il ne le sait pas, parce que nous ne savons pas communiquer, parce que nous tenons très souvent des discours technocrates, parce que nous ne nous mettons pas assez à la portée des citoyens. Nous avons notre part de tort.

## **Il y a 60 ans, l'Europe avait besoin d'une union douanière. Aujourd'hui, de quoi a-t-elle vraiment besoin ?**

En tant que française, je souhaite que l'on mette en place une gouvernance de la zone euro ; cela me paraît indispensable. Or, dès que l'on parle de gouvernance européenne de la zone euro, certaines propositions émanant du côté français ne conviennent pas nécessairement à l'Allemagne.

Or, il est indispensable que la France et l'Allemagne arrivent à s'entendre. Si on ne renforce pas la zone euro, elle peut éclater un jour. Il y a trop de disparités, avec des Etats membres comme l'Allemagne qui ont une forte croissance, mais aussi des pays qui bataillent beaucoup et sont loin de respecter les critères du pacte de stabilité et de croissance.

Nous partageons la même monnaie, il est logique que nous respections les mêmes règles. Or, il y a un certain nombre de pays - dont la France - qui ne les respectent pas. Cela ne peut pas continuer ainsi. J'appelle donc de mes vœux des réformes dans ce domaine.

J'en reviens à ce que je disais tout à l'heure : il nous manque un vrai leader européen qui taperait du poing sur la table en disant : « On arrête ces folies ! » Puisque l'Europe ne se fait plus entendre par les citoyens, il faut revenir à des choses simples - mais fermes - et surtout être très solidaires entre nous.

## **Quelle place doit occuper la France dans cette Union en crise ?**

Je suis très malheureuse de voir que mon pays ne tient pas la place qu'il devrait tenir - pas une place dominante, mais du moins une place importante pour aider cette construction européenne à avancer.

Il est indispensable que la France retrouve sa place dans l'Union européenne ; pour cela, elle doit être capable de montrer qu'elle est consciente de cette nécessité de se réformer, pour ensuite pouvoir avancer.

La France est toujours donneuse de leçons. Or elle ne peut pas se le permettre si elle n'est pas capable de montrer une volonté à respecter les règles communes que nous nous sommes tous fixées - France y compris.